

Giri, Jacques, *L'Afrique en panne : Vingt-cinq ans de « développement »*. Paris, Éditions Karthala, 1986, 207 p.

André Joyal

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702279ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702279ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1987). Compte rendu de [Giri, Jacques, *L'Afrique en panne : Vingt-cinq ans de « développement »*. Paris, Éditions Karthala, 1986, 207 p.] *Études internationales*, 18(4), 895–897. <https://doi.org/10.7202/702279ar>

accord avec le Kuomintang, rival de Mao-Tse-Tung en 1943, abandon des communistes grecs en 1947.

Certes la France dispose de la Réunion; mais quel serait le poids de celle-ci en face d'une Madagascar hostile? L'Occident semble vraiment, en cette partie du monde, jouer les « apprentis sorciers ».

L'évolution récente à Madagascar

Cependant — et M. Chaigneau semble l'avoir prévu dans sa conclusion — une certaine évolution s'est faite depuis peu dans la vie politique malgache, se traduisant par un rapprochement envers l'Occident et, en particulier, envers la France.

Il est trop tôt pour savoir s'il s'agit d'une nouvelle orientation ou d'une nouvelle « coquetterie » pour obtenir plus d'aide de l'URSS. À moins d'un scénario du type « Afghanistan », difficilement réalisable, l'URSS peut, certes, renoncer à une présence trop voyante; mais on la voit mal abandonner sa situation privilégiée dans l'océan Indien.

Cependant, une récente interview du Président Ratsiraka, dans un journal aussi peu suspect de sympathies socialistes que le *Figaro Magazine* (numéro du 25 octobre 1986) mentionne, outre une reconnaissance du marasme économique, un relatif effacement de la présence soviétique, un retour à l'enseignement de la langue française, un appel aux investisseurs occidentaux.

Il est donc possible que quelque chose bouge à Madagascar; mais ce mouvement sera-t-il paisible ou violent? On sait que le peuple malgache, ordinairement calme et doux, est capable de sursauts brutaux et cruels.

Mais quel que soit l'avenir de Madagascar, l'ouvrage de M. Chaigneau nous aura fourni les éléments nécessaires à son explication.

Maurice PONCELET

*Faculté d'administration
Université d'Ottawa*

GIRI, Jacques, *L'Afrique en panne : Vingt-cinq ans de « développement »*. Paris, Éditions Karthala, 1986, 207 p.

Il y a 25 ans René Dumont soutenait que l'Afrique noire était mal partie. C'est ce que reconnaît à son tour l'auteur, polytechnicien et ingénieur des mines, qui s'intéresse aux affaires africaines depuis 30 ans. Il cherche à montrer comment la défense des intérêts des classes au pouvoir ont mené le continent dans l'impasse que l'on connaît. L'argumentation présentée n'a cependant pas le style mordant qui caractérise « l'agronome de la faim » et de nombreux passages de l'ouvrage n'ont rien d'original pour les habitués des questions africaines. Par ailleurs, l'abondance des informations chiffrées et l'audace qui accompagne l'analyse contribuent à faire de ce livre un ouvrage de référence pour les non-initiés.

Les deux premiers chapitres font le point sur l'évolution démographique et mettent en évidence l'aggravation de la situation alimentaire marquée, comme on le sait, par une plus grande dépendance envers les importations. Toutefois, l'auteur signale que contrairement à ce que l'on peut observer dans certaines régions d'Asie, il n'existe pas d'endroit où l'on ne peut attribuer aux paysans suffisamment de terre pour survivre. Ceux qui s'inquiètent du sort des quelques deux cents derniers gorilles de montagne du Rwanda, menacés par la mise en culture des dernières terres disponibles, souhaiteraient pouvoir donner raison à l'auteur. Ce dernier ne manque toutefois pas de pertinence en faisant observer qu'une grande partie du continent demeure sous-peuplée.

En fait le drame de l'Afrique est le mal-développement. Une tentative d'industrialisation imprégnée d'une sorte d'occidentocentrisme a eu pour conséquence de faire rouiller des usines que l'on a implantées durant les années 60 avec la conviction qu'elles constituaient la solution au sous-développement généralisé. Pourquoi n'a-t-on pu assister à un développement industriel s'auto-entretenant et s'amplifiant comme le laissait espérer les théoriciens de l'époque? L'auteur voit, en guise de réponse, autant de facteurs externes qu'internes. Parmi les premiers, il retient l'aberration

de projets proposés à la fois par les puissances occidentales et celles des pays de l'Est et va jusqu'à dénoncer les proportions effarantes prises par la « corruption des vendeurs d'usines » qui ne se sont jamais gênés pour proposer des entreprises non rentables. Les exemples sont nombreux, ils vont d'une entreprise de cellulose au Cameroun à une raffinerie de pétrole en Mauritanie en passant par une huilerie au Ghana. À chaque fois des fonds publics furent utilisés à mauvais escient ou encore les producteurs locaux de matières premières durent se contenter de prix réduits, quand ce n'était pas au tour des consommateurs de faire les frais de ces entreprises mal adaptées en payant des prix surélevés.

Parmi les facteurs internes, de nature économique, identifiés pour expliquer les blocages dont l'industrialisation de l'Afrique est victime, l'auteur relève en particulier l'étroitesse des marchés et l'excès de protection de nombreux secteurs d'activité. Le fait que 70 % des populations sont rurales constituerait l'obstacle majeur à une industrialisation rapide. Quant au protectionnisme, pourtant préconisé par certains grands auteurs du siècle passé quand il s'agit d'industrie naissante, l'auteur considère que les mesures protectionnistes adoptées par les gouvernements africains ont favorisé le surinvestissement et le mal-investissement. L'efficacité économique aurait été compromise par les abris à l'égard de la concurrence. À cet état de fait, il faudrait ajouter la faiblesse de l'entrepreneuriat local et l'absence de technologies adaptées. Ici l'auteur, après beaucoup d'autres, se fait l'avocat de l'écodéveloppement. Pour lui, les initiatives susceptibles de faire appel aux ressources locales sont beaucoup trop limitées en nombre. On n'est donc pas surpris de trouver des allusions aux thèses défendues au début des années 60 (et redécouvertes par plusieurs de nos jours) par F. Perroux et le Père Lebrét. Leurs idées furent englouties, on le sait par le mythe de la grande industrie. Elle seule pouvait, dans les meilleurs délais, contribuer à combler une partie du clivage entre les pays riches et le Tiers-Monde. On connaît les résultats qu'ont apportés ces cathédrales dans le désert pour employer une expression consacrée. L'auteur regrette, en conséquence, que

l'idée du développement du bas vers le haut qui définit le développement local tant souhaitable, surtout en milieu rural, fasse toujours l'objet de résistances de la part de responsables africains dont la conception du rôle de la capitale se trouve toute imprégnée de colbertisme.

En ce qui regarde les facteurs internes, de nature politique, l'auteur ne dissimule pas leur importance. « Je tiens, jusqu'à preuve du contraire, que les facteurs internes ont été déterminants et que, choc pétrolier, sécheresse, etc., n'ont fait que précipiter l'apparition d'un retournement qui se serait produit tôt ou tard et qu'ils n'ont fait qu'aggraver la situation de nombreux pays africains ». Pour J. Giri les pays dont l'économie a le plus souffert ces dernières années sont ceux où les contradictions internes étaient les plus fortes et qui ont adopté les politiques les plus aberrantes. L'Ouganda, le Zaïre et le Ghana ne tombent pas dans les grâces de l'auteur... Peut-on s'en surprendre? La Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Kenya font office d'exemples *a contrario*, étant parmi les pays où les contradictions internes ont été les moins grandes.

Que faire quand les préoccupations de court terme l'emportent sur le long terme? En d'autres mots quand on n'a pas le temps d'enseigner comment pêcher comme le souhaite le proverbe chinois, faut-il fournir du poisson? Non, soutient l'auteur qui, à ce chapitre, se veut consciemment ou pas, terriblement malthusien. Il s'oppose au geste posé de l'auteur de ces lignes et sûrement bon nombre de ses lecteurs qui, en 1985, ont répondu à l'appel lancé pour venir en aide aux malheureuses populations d'Éthiopie. Pourquoi? En vertu de ce qu'il appelle le *cargo cult* en référence aux Mélanésiens qui, depuis la seconde guerre mondiale, estimaient que la nourriture apportée par des cargos leur était fournie par leurs ancêtres au-delà des mers... : « Les distributions gratuites de nourriture, qu'elles soient faites par des organismes officiels ou par des organisations charitables privées devraient être proscrites ou en tout cas rester exceptionnelles. » Dans la lutte contre la famine l'auteur estime non sans raison que l'Afrique a beaucoup à apprendre de l'Inde.

L'ouvrage se termine avec la prise en considération de trois scénarios possibles. Un premier est appelé *scénario de rupture avec l'Occident*, préconisé entre autres par Samir Amin. Un second scénario vient de la Banque Mondiale et porte le nom de son proposeur, Elliot Berg, professeur américain qui en est l'inspirateur. À l'opposé du précédent, il cherche à favoriser une meilleure insertion du continent africain dans l'économie mondiale. Enfin, la troisième voie est celle dite *Plan de Lagos*, préparé par le secrétariat de l'OUA et adopté en 1980. Sans rejeter les échanges avec l'extérieur, on considère ici que l'Afrique doit davantage compter sur ses propres forces, devenir auto-suffisante dans le domaine alimentaire et réduire sa dépendance envers les exportations et l'assistance technique. L'auteur ne cache pas son agacement envers une approche appuyée sur les « il n'y a qu'à ».

Pour l'Afrique la facilité est exclue. En mettant en évidence les ressources de l'économie informelle, l'auteur refuse d'afficher un pessimisme exagéré. L'Afrique s'en sortira selon lui car il conserve sa confiance envers les Africains. Mais la route à parcourir sera longue et difficile.

André JOYAL

*Département d'économie,
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

HOSIER, Richard, *Energy Use in Rural Kenya: Household Demand and Rural Transformation*. Uppsala (Sweden)-Stockholm, The Scandinavian Institute of African Studies – The Beijer Institute, Coll. « Energy, Environment and Development in Africa », no. 7, 1985, 191 p.

RASKIN, Paul D. *Leap: A Description of the LDC Energy Alternatives Planning System*. Uppsala (Sweden)-Stockholm, The Scandinavian Institute of African Studies – The Beijer Institute, Coll. « Energy, Environment and Development in Africa », no. 8, 1986, 153 p.

Les pays du Tiers-Monde font face à un double problème: les coûts du pétrole et la

pénurie de combustibles traditionnels. Bien que le pétrole ait fait l'objet de nombreuses études, l'attention accordée au rôle des combustibles traditionnels (bois, fumier, sisal, etc.) à satisfaire les besoins énergétiques des populations rurales en pays tiers-mondistes est très récente. Or, plus d'un milliard de personnes dans le monde dépendent du bois comme principale source d'énergie domestique. Quelques études sur la consommation énergétique rurale ont été réalisées à différentes échelles (village, région, nation) et selon différentes perspectives (consommation, offre et demande, écosystème énergétique). De toute évidence, l'information sur la quantité d'énergie domestique consommée par les ménages ruraux ne peut être acquise qu'à partir d'enquête sur le terrain. Mais nombre d'enquêtes ne peuvent être acceptées que sous réserve de de sérieuses lacunes dans l'élaboration et/ou l'administration du questionnaire. Par ailleurs, les quelques données disponibles sont souvent sous-utilisées faute d'un système capable de les manipuler et de les analyser. Ce sont précisément ces lacunes que ces deux monographies méthodologiques visent à combler. Alors que l'étude de Hosier explique la méthodologie et les résultats de trois enquêtes sur la demande d'énergie domestique en milieu rural au Kenya, celle de Raskin présente un programme informatique qui vise à répondre aux besoins de planification énergétique des pays en voie de développement. Ces textes font partie d'une vaste étude entreprise conjointement par l'Institut Beijer et le Ministère de l'énergie de la république du Kenya sur l'utilisation du bois comme combustible.

Les deux premiers chapitres du volume de Hosier examinent la littérature sur la consommation et le développement de l'énergie en milieu rural. Bien qu'il n'y ait pas de théorie générale sur l'utilisation de l'énergie en milieu rural, certaines variables telles que la présence de combustible, le revenu, la possibilité de substitut, le climat, la démographie semblent influencer la consommation domestique. Les deux chapitres subséquents expliquent comment, suite à l'incapacité de deux enquêtes du gouvernement du Kenya, l'une administrée par le bureau central des statistiques et l'autre par le Département de foresterie, de contribuer